

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 15 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SCHROLL

26 rue Edouard Branly
BP 341
68000 Colmar

Références : 0006704907_2025_12_10_Schroll_VIIC Suivi échéances
Code AIOT : 0006704907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement SCHROLL implanté 75 rue du Prunier 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de vérifier le respect des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 20 et 22 décembre 2023 et du suivi des demandes d'actions correctives formulées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL
- 75 rue du Prunier 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006704907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est constitué d'installations de transit et de regroupement de déchets de différentes catégories ainsi que d'une déchetterie professionnelle.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

Référentiel utilisé :

- Arrêté du 22 décembre 2023 portant mise en demeure à la société SCHROLL pour son site situé 75 rue Prunier à COLMAR pour l'organisation des entreposages de déchets
- Arrêté du 20 décembre 2023 portant mise en demeure à la société SCHROLL pour son site situé 75 rue Prunier à COLMAR (68000)
- Arrêté du 16 novembre 2017 portant prescriptions complémentaires et modificatives à l'autorisation du 25 novembre 2010 délivrée à la société SCHROLL, pour exploiter une unité de collecte, tri et traitement de papiers, cartons, matières plastiques et bois à Colmar, 75 rue du Prunier

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens incendie - aménagement de l'aire d'aspiration	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Stockages extérieurs déchets non dangereux - bois	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens incendie - poteaux incendie	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure
3	Moyens incendie - Canons d'extinction pilotés	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 5	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
4	Caméras thermographiques - étude	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 6	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
5	Caméras thermographiques - mise en place	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 7	Levée de mise en demeure
6	Étude réduction du	AP de Mise en Demeure du	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	risque « incendie »	20/12/2023, article 8	
7	Stockage de déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 3	Levée de mise en demeure
8	Stockages extérieurs de déchets non dangereux	AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour se conformer aux prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 20 décembre 2023 et du 22 décembre 2023.

Au regard des éléments constatés lors de la visite d'inspection du 10 décembre 2025, Il est possible de lever les mises en demeure susvisées, sauf en ce qui concerne l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 20 décembre 2023 pour lequel l'Inspection nécessite plus d'éléments pour statuer de la conformité (demande de justificatif). L'Inspection propose de liquider totalement l'astreinte prise à la suite du non-respect constaté des mises en demeure susvisées.

Lors de la visite du 10 décembre 2025, il a été toutefois constaté une nouvelle non-conformité pour ce qui concerne le stockage extérieur de déchets "bois" (palette, emballage bois). Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade. Une action corrective est demandée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens incendie - aménagement de l'aire d'aspiration

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :</p> <p>« L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.</p> <p>Les ressources minimales en eau (420 m³/h pendant 2 h) doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel.</p> <p>Les ressources comprennent [...] un aménagement spécifique au droit du point d'aspiration dans la Lauch :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • Le débit moyen quinquennal de la Lauch est de 0,268 m³/s soit 964 m³/h. Une aire d'aspiration est aménagée pour un prélèvement de 240 m³/h. • [...] <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des</p>

Constats :

Lors de la visite du 17 octobre 2023, l'Inspection avait constaté que l'aire d'aspiration était encombrée (stationnement de véhicules), qu'elle était située à proximité d'un stock important de matières combustibles (traverses de chemin de fer), qu'elle n'était pas matérialisée et signalée et qu'une végétation importante était présente entre la zone de stationnement des engins de secours et le cours d'eau nommé « La Lauch Canalisée ».

Lors de la visite du 24 juin 2024, l'Inspection avait constaté des faits similaires et avait souligné que l'exploitant l'avait informée par courrier du 12 juillet 2024 que les travaux n'avaient pas été réalisés en raison des conséquences potentielles du projet de futurs travaux de rehausse de la digue et d'aménagement d'une piste cyclable le long de la Lauch Canalisée.

Par courriel du 26 septembre 2025, l'exploitant a informé l'Inspection de l'état d'avancement des travaux d'aménagement programmés entre août et octobre 2025.

Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a informé l'Inspection que la pose de la conduite d'aspiration dans la Lauch Canalisée avait été finalisée le 14 novembre 2025 et qu'un essai de fonctionnement devait désormais être réalisé à partir du nouveau poteau d'aspiration.

Lors de l'inspection du 10 décembre 2025, il est constaté les faits ou éléments suivants :

L'exploitant indique que l'essai de fonctionnement a été réalisé par le service d'incendie et de secours (SIS) du Haut-Rhin (68) le 02 décembre 2025 (cf. courriel du 02 décembre 2025 du SIS à l'exploitant). A la suite de cet essai, le SIS 68 conclut que le point d'eau incendie (PEI) de l'aire d'aspiration, identifié par le n° 1319, est déclaré opérationnel car il a pu être procédé à une aspiration, avec une consigne en interne de déclencher un fourgon mousse grande puissance (FMOGP) au lieu d'un fourgon pompe-tonne (FPT) classique. Par contre, le PEI n°1319 est déclaré, par le SIS 68, non conforme aux dispositions techniques des fiches 10, 13 et 16 du guide de la Défense extérieure contre l'incendie (DECI).

L'Inspection observe également que le compte-rendu de l'essai ne mentionne aucun élément relatif aux débits pompés. Dans ces conditions, il ne peut pas être statué sur le respect du débit prescrit.

L'exploitant précise que le PEI n°1319 (couleur bleu) a été déposé temporairement pour être réparé auprès d'un prestataire extérieur et qu'un PEI (couleur rouge) est installé provisoirement en attente de cette mise en conformité. Par courriel du 18 décembre 2025, l'exploitant informe l'Inspection que le poteau d'aspiration a été réparé et remis en place par la société SADE. Il est ajouté que le dallage béton autour du poteau d'aspiration sera achevé en janvier 2026.

Concernant l'aménagement de la zone, l'exploitant précise qu'une alvéole composé de légo-blocs a été créée autour de l'aire d'aspiration et qu'un affichage spécifique est mis en place. Il ajoute qu'il reste à mettre en place le marquage au sol et une chaîne de fermeture à l'entrée de l'alvéole. L'exploitant a indiqué que le marquage au sol serait réalisé au printemps 2026 compte tenu des contraintes météorologiques.

L'Inspection constate sur site la présence de l'alvéole créée et dédiée à l'aire d'aspiration, d'un affichage préventif signalant l'interdiction ainsi que la présence du PI provisoire n°113 de couleur rouge. Il est toutefois constaté que les blocs béton présents au niveau de la zone sont particulièrement détériorés. Des matériaux combustibles en faible quantité étaient présents dans

<p>l'alvéole voisine.</p> <p>L'Inspection constate lors de la visite du 10 décembre 2025 que les mesures pour s'assurer de l'accessibilité du poteau d'aspiration sont partiellement mises en œuvre, la matérialisation de la zone n'étant pas encore effective.</p> <p>Pour conclure, il apparaît que l'exploitant a aménagé une aire d'aspiration opérationnelle. Celle-ci n'a toutefois pas bénéficié d'une réception conforme des services d'incendie et de secours à ce stade. Un marquage est encore nécessaire et la disponibilité du débit prescrit n'a pas été justifiée. Au vu de ces éléments, l'Inspection n'est pas en mesure de statuer sur le respect de la mise en demeure à ce stade.</p> <p>Compte tenu des démarches réalisées par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un document justificatif confirmant le marquage au sol et la pose d'une chaîne à l'entrée de l'alvéole de l'aire d'aspiration. Il est invité dans ce cadre à prendre en compte les règles précisées dans la fiche n° 16 du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.</p> <p>De plus, il convient que l'exploitant fasse réceptionner l'aire d'aspiration par les Services d'Incendie et de Secours. Le justificatif sera à communiquer à l'Inspection.</p> <p>Enfin, il convient que l'exploitant justifie que le dispositif aménagé permet de délivrer le débit prescrit.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Moyens incendie - poteaux incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie - poteaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :</p> <p><i>« L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.</i></p> <p><i>Les ressources minimales en eau (420 m³/h pendant 2 h) doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés [...]. Les ressources comprennent 3 poteaux incendie normalisés à proximité [...] :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• Les poteaux incendie normalisés fournissent un débit simultané de 180 m³/h.</i> <p><i>[...]</i></p> <p><i>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article. »</i></p>

Constats :

Lors de la visite du 17 octobre 2023, il avait été constaté que les poteaux incendie situés rue du Prunier n'étaient pas aisément accessibles et que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier des débits des trois poteaux incendie situés à proximité du site.

A la suite de la visite du 24 juin 2024, l'inspection avait demandé la transmission d'un nouveau rapport de mesure du débit simultané des poteaux incendie les plus proches, le PEI n° 122 et un poteau situé au sud du site rue du Prunier, le PEI n°121 étant écarté du dispositif de Défense Incendie car étant trop éloigné (à plus de 250 mètres de l'entrée nord) selon le SIS 68. La dernière vérification des débits des poteaux incendie a été réalisée en février 2024.

A l'issue de cette inspection, en cas de modification de la prescription susvisée au sujet du nombre de poteau incendie, l'Inspection avait indiqué à l'exploitant qu'il lui appartenait de communiquer un porter à connaissance (PAC) au Préfet avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitant a transmis un PAC le 18 octobre 2024. Celui porte à la connaissance du préfet la modification relative au nombre de poteaux incendie et précise que des essais ont été réalisés en simultané le 10 septembre 2024 sur les deux poteaux situés à proximité des installations (n° 117 et 122). Les mesures confirment la disponibilité d'un débit supérieur à 310 m³/h en simultané.

Lors de l'inspection du 10 décembre 2025, il est constaté les faits ou éléments suivants :

L'Inspection constate qu'un accès pompier a été aménagé au sud des installations. Toutefois, il ne dispose pas d'affichage signalant cet accès et interdisant tout stationnement de véhicule ou dépôt à cet endroit.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Au cours du contrôle, l'Inspection a également interrogé l'exploitant sur le caractère adapté des débits prescrits au regard de l'évolution de l'installation.

L'exploitant précise que l'étude justifiant le dimensionnement des besoins en eaux (guide D9) et la demande de réduction de 3 à 2 PI sollicités seront présentés dans un nouveau PAC (étude des flux thermiques, dimensionnement des moyens incendie, confinement) en cours de finalisation par le bureau d'études OTE. Ce PAC devrait être déposé auprès du préfet courant janvier 2026 selon l'exploitant.

Ce point sera pris en compte dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Moyens incendie - Canons d'extinction pilotés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 4 novembre 2021 susvisé :

"L'exploitant étudie la mise en place d'une solution complète intégrée avec canons d'extinction pilotés. L'étude portant sur la faisabilité de cette solution, comportant le cas échéant un calendrier de réalisation, est remise à l'inspection dans le délai de 3 mois, à compter de la date de notification

du présent arrêté."

Constats :

Le service d'inspection avait constaté lors de ses visites du 17 novembre 2023 et du 24 juin 2024 l'absence des canons d'extinction pilotés et l'absence de mise en conformité avec la prescription susvisée.

Par lettre du 12 juillet 2024, l'exploitant avait indiqué que la mise en place de canons pilotés n'était pas économiquement acceptable et qu'elle n'était pas adaptée à la situation du site. Ces éléments n'avaient toutefois pas été suffisamment justifiés.

Par courriel du 26 septembre 2025, l'exploitant a précisé qu'il a engagé des moyens complémentaires pour accroître immédiatement la sécurité incendie du site et qu'une commande a été passée le 26 septembre 2025 pour l'acquisition de deux canons incendie ainsi que des lances et du matériel associé, destinés à renforcer significativement la capacité opérationnelle et à répondre aux exigences réglementaires applicables. L'exploitant a joint le bon de commande correspondant.

Lors de l'inspection du 10 décembre 2025, il est constaté les faits ou éléments suivants :

Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué que les démarches réalisées ont conclu au caractère inapproprié de la mise en place de canons pilotés compte tenu notamment d'un coût disproportionné, mais que la mise en place de mesures alternatives a été engagée.

Par courriel du 17 décembre 2025, l'exploitant a communiqué un porter à connaissance relatif aux moyens incendie de l'installation. Il présente notamment une analyse relative à la mise en place de canons d'extinction pilotés.

Le document conclut que les « *canons d'extinction sont efficaces pour réduire la probabilité d'apparition d'un feu non maîtrisé, mais sont économiquement déraisonnables en raison de la nature du site : stockage de déchets en transit avec un valeur économique faible, sans outil de travail à protéger* » et propose en compensation la mise en place de canons mobiles commandés manuellement et connectés, en que de besoin, à une motopompe incendie transportable.

A cet égard, l'Inspection considère que compte tenu des mesures mises en œuvre par ailleurs dans l'objectif de réduire les conséquences d'un incendie (sectorisation coupe-feu entre les alvéoles d'entreposage de déchets), de limiter leurs conséquences (renforcement des moyens de détection, ...) et de l'absence d'effets thermiques à l'extérieur de l'établissement en cas d'incendie (cf. porter à connaissance du 18 octobre 2024), les mesures proposées sont acceptables.

Au cours du contrôle, l'exploitant a justifié de d'une commande pour des canons mobiles et a indiqué qu'à réception une formation du personnel serait organisée.

Par courriel du 16 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que les canons mobiles ont été réceptionnés et qu'une formation du personnel à leur utilisation a été réalisée.

Au regard de ces éléments, il apparaît que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure. Il est proposé de liquider l'astreinte imposée par arrêté du 26 novembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'intégrer ces moyens dans son plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

N° 4 : Caméras thermographiques - étude

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'ici le 29 février 2024, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 4 novembre 2021 susvisé :</p> <p><i>"[...] Avant sa mise en œuvre, une présentation de cette solution est transmise à l'inspection. Elle est élaborée à partir d'un audit définissant les zones à couvrir, au minimum celles où sont entreposés des déchets combustibles à l'intérieur d'un bâtiment, comme à l'extérieur, et en apportant la démonstration que toute la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) ne comporte pas de faiblesse. Les opérations de tests et d'autocontrôle sont, dans ce cadre, détaillées. L'audit et la présentation de la solution sont remis à l'inspection dans le délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. [...]."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des visites du 17 octobre 2023 et du 24 juin 2024, l'Inspection avait constaté que l'étude relative à la mise en place de caméras thermographiques était incomplète.</p> <p>L'inspection avait également constaté que l'étude transmise par l'exploitant le 12 juillet 2024 ne comprenait pas de démonstration sur la fiabilité de la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) et ne décrivait pas les opérations de tests et d'autocontrôle à réaliser. Ces éléments étaient déjà demandés à la suite du contrôle du 17 octobre 2023. De plus, ce document n'était pas accompagné de la présentation de la solution technique retenue.</p> <p>Dans son courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant précisait que la consultation des fournisseurs pour définir le système le plus adapté était toujours en cours.</p> <p>Lors de l'inspection du 10 décembre 2025, il est constaté les faits ou éléments suivants :</p> <p>Par courriel du 17 décembre 2025, l'exploitant a transmis au service d'inspection, un porter à connaissance daté du 15 décembre 2025 relatif aux modifications de ses conditions d'exploiter concernant l'aire d'aspiration, l'étude mise en place de canons d'extinction, l'étude de mise en place de caméras thermographiques et l'étude de réduction du risque incendie.</p> <p>Par courriel du 21 décembre 2025, l'exploitant indique que les caméras sont opérationnelles (voir point n°5).</p> <p>Par message électronique du 6 janvier 2026, l'exploitant a transmis un document intitulé «<i>Note Technique SECURITAS / SCHROLL - Janvier 2025</i> » qui présente une note technique sur l'implantation des caméras thermographiques (Plan d'implantation et zones de couvertures, principes de dimensionnement), les procédures de fiabilité du système (tests et contrôles, suivi périodique) et les procédures opérationnelles du plan de défense incendie (Détection</p>

thermographique, plan de défense incendie).
Au regard de ces éléments, il apparaît que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure. Il est proposé de liquider l'astreinte imposée par arrêté du 26 novembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

N° 5 : Caméras thermographiques - mise en place

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 4 novembre 2021 :</p> <p><i>« l'exploitant met en place, sur l'ensemble du site, des caméras thermographiques destinées à la surveillance des stockages de matières combustibles et à la détection précoce d'un incendie. Ces caméras sont reliées à une gestion centralisée des alarmes. Ces équipements permettent un contrôle en continu de bon fonctionnement et de l'intégrité du système. Ils doivent être contrôlés et testés périodiquement. [...]»</i></p> <p><i>La mise en œuvre des équipements de surveillance et d'alarme est réalisée dans le délai de 7 mois à compter de la date de notification du présent arrêté»</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 10 décembre 2025, il est constaté les faits ou éléments suivants : L'exploitant indique que les caméras sont installées. En cas de détection d'un départ d'incendie par une caméra, le signal est transmis à un prestataire qui alerte l'astreinte de l'exploitant. L'exploitant précise que la zone de surveillance d'une caméra couvre partiellement la zone de surveillance des caméras les plus proches de façon à avoir une zone de surveillance la plus large possible. L'exploitant indique que le système de gestion centralisée des alarmes qui doit permettre un contrôle en continu du bon fonctionnement et de l'intégrité du système n'est pas opérationnel. L'Inspection constate que les caméras thermographiques ne sont pas fonctionnelles. Il a été indiqué par l'exploitant que les premiers essais seront réalisés le 15 décembre 2025. L'Inspection constate sur le site la mise en place des caméras fixées en hauteur sur la charpente métallique du Hall et de la zone Recyparc. Selon l'exploitant, il est installé une vingtaine de caméras thermographiques. Il est à noter que d'autres caméras dédiées uniquement à la vidéosurveillance sont présentes sur le site. Par courriel du 10 décembre 2025, l'exploitant a confirmé le calendrier arrêté le 15 décembre 2025 concernant le test opérationnel des caméras thermographiques sur site. Par un second courriel daté du 15 décembre 2025, l'exploitant confirme la réalisation des essais et de la mise en fonctionnement des caméras thermographiques par son prestataire. Par courriel du 21 décembre 2025, l'exploitant confirme à l'Inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le dispositif de caméras thermographiques, couvrant les zones de stockage intérieures et extérieures, est installé et opérationnel ; - La chaîne de contrôle comprend la détection thermique, la transmission des alertes vers une astreinte et la mobilisation des moyens internes. <p>Il indique que des tests fonctionnels complets ont été réalisés avec la société Sécuritas et qu'un</p>

<p>test réel de performance a été conduit par l'allumage maîtrisé d'un feu dans un fût métallique de 200 litres, contenant du bois, afin de vérifier la détection effective des points chauds, la remontée des alertes et la réactivité de la chaîne de contrôle.</p> <p>Au regard de ce constat, l'inspection considère que l'exploitant s'est conformé à la prescription susvisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier de la réalisation et des résultats de tests fonctionnels complémentaires en différents points des zones de couverture en particulier en bordure de ces dernières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : Étude de réduction du risque « incendie »

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, -Étude de réduction du risque « incendie »</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 4 novembre 2021 susvisé :</p> <p><i>"Une étude de réduction du risque à la source (réduction, aménagement, isolement des stockages, gestion des stocks, des entrants ...) et d'amélioration des moyens de prévention et de propagation d'un incendie, est menée et transmise à l'inspection dans un délai de 6 mois. Un calendrier de mise en œuvre des moyens pertinents identifiés dans cette étude sera transmis, le cas échéant, dans le même délai."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 17 octobre 2023, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé cette étude. Lors de la visite du 24 juin 2024, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que cette étude était en cours de finalisation et de relecture.</p> <p>Toutefois, le service d'inspection avait constaté que le document intitulé « Analyse risque incendie » du bureau d'études ATOSSA transmis par l'exploitant le 12 juillet 2024, comprenait des propositions de mise en œuvre des moyens de prévention et de protection contre l'incendie mais ne contenait pas de préconisation sur la réduction du risque à la source ni de calendrier de mise en œuvre. En outre, l'exploitant ne se positionnait pas sur les propositions du bureau d'études ATOSSA. Par ailleurs, cette étude décrit les moyens d'extinction existants (pompes, RIA, extincteurs, etc.) et leur couverture mais n'analyse pas la ressource en eau nécessaire.</p> <p>Enfin, l'Inspection avait indiqué que la caractérisation des risques présentée dans ce document ne s'appuyait pas sur les référentiels réglementaires et les méthodes reconnues (cf. arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation et circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers).</p> <p>Par courriel du 04 octobre 2024, l'exploitant avait transmis une étude « Analyse risque incendie »</p>

actualisée au 1^{er} octobre 2024.

A l'issue de l'inspection du 10 décembre 2025, l'exploitant a transmis par courriel du 17 décembre 2025, un porter à connaissance relatif à un complément à l'étude de risque (Aire d'aspiration, mise en place de canons d'extinction, mise en place de caméras thermographiques, réduction du risque incendie).

Lors de la visite du 10 décembre 2025, l'Inspection a constaté que l'exploitant a pris en compte les mesures susvisées.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Stockage de déchets dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de déchets dangereux

Prescription contrôlée :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :

« Hall

Le hall accueille les activités suivantes :

[...]

Espace Recyparc sur une aire de 2000 m²

- Seuls les déchets non dangereux sont acceptés sur l'espace Recyparc».

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2023, il avait été constaté la présence de déchets dangereux (pots de peinture usagés, fûts d'huiles) entreposés sur l'espace Recyparc.

L'Inspection, lors de sa visite du 24 juin 2024, avait constaté que la situation était inchangée : présence de déchets dangereux (huiles moteurs, pots de peintures usagés, batteries, etc.) au niveau de l'espace Recyparc et que l'exploitant ne s'était pas conformé aux exigences de la prescription susvisée.

L'Inspection constate que l'exploitant a communiqué un porter à connaissance (PAC), déposé le 18 octobre 2024, qui mentionne la modification relative à l'accueil de déchets dangereux au sein de sa déchetterie professionnelle RECYCPARC (activité classée dans la rubrique n°2710-1 - Déclaration).

L'Inspection constate que les déchets dangereux sont entreposés dans une alvéole dédiée, isolés des autres déchets par des légos-blocs béton sur une hauteur de 4 rangées. Les batteries et les produits chimiques sont entreposés dans un bungalow métallique installé dans cette alvéole. Les autres déchets dangereux sont entreposés dans des bacs (DEEE en particulier) et sur rétention pour les produits liquides.

Au regard de ce constat, en particulier compte tenu du dépôt du PAC susvisé, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Stockages extérieurs de déchets non dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets non dangereux

Prescription contrôlée :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :

« Stockages extérieurs de déchets non dangereux

Les stockages extérieurs de déchets non dangereux sont [...], séparés par des espaces de 5 m au minimum et situés à plus de 10 m du hall et des limites de propriété».

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2023, il avait été constaté la présence de déchets stockés contre la limite de propriété et une distance entre les îlots inférieure à 5 mètres.

L'Inspection, lors de sa visite du 24 juin 2024, avait constaté que l'exploitant ne s'était pas conformé aux exigences de la prescription susvisée sur les points suivants :

- les stockages extérieurs de déchets non dangereux (situés à l'est du site, dont notamment le stockage de bois), sont éloignés de plus de 10 mètres du hall ;
- la présence de stockage de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques, etc. contenus dans des containers poubelles) le long des limites de propriété (situés à l'est du site) ;
- les stockages extérieurs de déchets non dangereux ne sont pas distants d'un espace de 5 mètres entre eux.

Un porter à connaissance (PAC) a été déposé le 18 octobre 2024 et propose la modification des conditions de stockage en bordure Est du site avec notamment le stockage de déchets non dangereux combustibles, relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2714 ou 2716.

L'Inspection constate la création de compartiments pour des déchets non dangereux et non combustibles. Cependant, les murs de séparation composés de légos-blocs béton ne sont pas achevés (hauteur des murs sur un à trois niveaux) et certains blocs béton de certains îlots sont très dégradés (par exemple : aire d'aspiration, partie incombustible).

Toutefois, au cours du contrôle, il n'a pas été constaté la présence de déchets combustibles dans les alvéoles situées en limite de propriété.

L'exploitant précise toutefois que le projet de création de la piste cyclable et du rehaussement de la digue le long de la Lauch Canalisée devrait nécessiter un recul vers l'intérieur du site (vers l'ouest) des compartiments. Ces installations seront donc réaménagées lors de ces travaux.

Au regard de ce constat, en particulier compte tenu du dépôt du PAC susvisé, l'Inspection

considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant transmette, par un porter à connaissance, les éléments détaillés sur les modalités de stockage de déchets non dangereux modifiées du fait des futurs travaux de réhaussement de la digue et de la création de la piste cyclable le long de la Lauch Canalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Stockages extérieurs déchets non dangereux - bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage déchets non dangereux
Prescription contrôlée : [...] « <i>Stockages extérieurs de déchets non dangereux</i> <i>Les stockages extérieurs de déchets non dangereux sont gérés en îlots de 500 m³ au maximum, séparés par des espaces de 5 m au minimum et situés à plus de 10 m du hall et des limites de propriété.</i> »
Constats : Lors de la visite du 10 décembre 2025, l'Inspection a constaté que le stockage de déchets « Bois » (palettes, emballages en bois) est supérieur aux dimensions de l'îlot dédié et que, par conséquent, les modalités de gestion de ce compartiment (volume, espacement) ne respectent pas les modalités de gestion des îlots prescrites. Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée. Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie la mise en place des mesures nécessaires pour assurer un compartimentage des déchets « Bois » dans les conditions conformes à la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois